

6 Société et Culture

Trafic routier au niveau du PK 12

Quand la sortie de Libreville est obstruée par des usagers de la route

CNB
Libreville/Gabon

Outre le garage anarchique qui rétrécit considérablement la circulation dans la zone, les épaves des voitures aussi ajoutent au désordre routier ambiant.

UNE fois passé le grand rond-point du PK 12 desservi par la nouvelle route 2 fois 2 voies, sortir de Libreville, à partir de là, ne se fait pas sans désagréments pour les routiers et les habitués de cette route.

En effet, les transporteurs périurbains à destination des localités périphériques (Ntoum, Kango...) deviennent un problème sur cette partie de la Nationale 1. Ils n'ont pas trouvé mieux que d'investir la porte de sortie de la capitale pour embarquer leurs clients. Et pour ne pas faciliter les choses, d'autres automobilistes ont choisi de stationner de part et d'autre de la voie. Ils



La porte de sortie de Libreville obstruée par des automobiles de tout genre.

Photo : BOTOUNOU



La zone est également en passe de devenir un cimetière pour épaves.

Photo : BOTOUNOU

en rajoutent à quelques épaves de véhicules visibles, contribuant également au rétrécissement de la route. Et le trafic très intense dans cette zone s'en trouve sérieusement perturbé. Exposant ainsi d'autres usagers de la route et les commerçantes qui y exercent leurs activités à des risques d'accidents pouvant avoir des conséquences lourdes. "Nous sommes vraiment en danger ici, à cause de ces clandos qui occupent la route pour charger leurs clients



Les clandos à destination de Ntoum, chargent à cet endroit, occasionnant ainsi le rétrécissement de la voie. La mairie de Ntoum devrait songer à y aménager une vraie gare routière.

Photo : BOTOUNOU

et cela cause des embouteillages", s'est lamentée une des commerçantes. De même, l'on constate que l'obstruction de la route sur ce tronçon de la Nationale 1 ne facilite pas la tâche aux conducteurs des poids lourds qui passent par là, pour rallier la capitale ou l'intérieur du pays. " Personnellement, quand j'arrive ici au PK 12 pour aller vers l'intérieur du pays, je fais extrêmement attention, parce qu'un usager peut surgir de nulle part, comme à leur habitude,

au moment où j'amorce la sortie de la ville et causer un accident. Nous sommes le plus souvent confrontés à cette situation, qui du reste, pose à nouveau l'épineuse question des aires de stationnement à Libreville et ses environs", a laissé entendre un conducteur de camion. Ce spectacle désolant interpelle une fois de plus les autorités compétentes, particulièrement ceux ayant en charge la régulation des espaces d'embarquement et de débarquement des transporteurs périurbains communément appelés "clandomen" qui deviennent de plus en plus nombreux au fil des jours à travers la capitale. Le Conseil municipal ayant compétence sur cette partie de la ville doit également être interpellé par le phénomène des épaves de voitures qui commencent à prendre de l'importance dans la zone. Car, mieux vaut prévenir que guérir...

Enseignement supérieur/Grève du Snec

Comme une malédiction !

Y.F.I
Libreville/Gabon

DUR dur d'être étudiant ou étudiante au Gabon. Du moins depuis la décennie 90. Les apprenants du secteur public n'arrivent pas à boucler convenablement les quantums horaires et pédagogiques, en raison des incessants mouvements d'humeur et des grèves à répétition. Malgré ce qu'on avait cru percevoir comme une embellie, il y a quelques mois, on s'aperçoit que l'actuelle année académique ne déroge pas à cette règle. La grève générale du Syndicat national des enseignants-chercheurs (Snec), reconduite, le 24 juin dernier, est là pour le prouver.

Une fois de plus (et une fois de trop?), Jean Rémy Yama et ses collègues revendiquent le paiement des services rendus, la régularisation des situations administratives (entendez par là les postes budgétaires, les conditions de travail, les titularisations, les avancements après CAMES et autres changements de corps) et la prise en compte du dernier salaire dans le calcul de la pension re-



Les enseignants membres du Snec-UOB lors d'un précédent sit-in à l'entrée du campus.

Photo : R.H.A

traite. Ces revendications qui, bien que légitimes, mais au regard de l'actuel contexte, paraissent inopportunes pour certains quand d'autres pensent le contraire. À moins de porter volontairement des œillères, il est évident que le gouvernement, secoué par la crise économique ambiante, ne peut trouver de solutions à court terme. Point besoin non plus d'être un érudit pour comprendre que la résolution des revendications s'inscrit dans la révision du statut général

des fonctionnaires. **RÉPERCUSSIONS*** A ce moment précis où le Snec bombe le torse et corse de plus en plus son mouvement d'humeur, les étudiants demeurent malheureusement les grands perdants. Les congés forcés, imposés à eux, impactent négativement, et c'est peu de le dire, leur cursus. Le cas des étudiants en fin de cycle est plus qu'évocateur. Ces derniers vont accuser un retard considérable si la situation venait à persister, dans leurs

soutenances et donc leurs parcours post-universitaires. Idem pour ceux qui désirent poursuivre leurs études sous d'autres cieux (beaucoup d'écoles et universités effectuent encore leur rentrée entre septembre et janvier, Ndlr). D'autant plus que les formalités inhérentes à un tel projet sont longues et fastidieuses. Du coup, ces derniers n'ont d'autre choix que de subir le contrecoup de ces grèves (tant celles des enseignants que des étudiants)

répétitives, pour ne prendre que cet exemple. Une corde sensible sur laquelle surfe allègrement le Snec. Lequel syndicat compte bien aller au bout de sa logique, au grand dam des étudiants et de leurs parents. Tous les ministres qui se sont succédé dans ce département ont été confrontés au même écueil, au point que de nombreux observateurs n'hésitent pas à qualifier l'Enseignement supérieur de "ministère maudit". Aujourd'hui, le tour revient à Jean de Dieu Moukagni

Iwangou qui, malgré sa volonté de débarrasser le milieu universitaire de ses oripeaux, fait face à ce sempiternel blocage. Pour résoudre les dysfonctionnements du milieu académique, une commission interministérielle, dans laquelle figurent les ministres de la Fonction publique, de l'Économie et des Finances, de l'Éducation nationale, de la Santé et de la Décentralisation, a récemment été portée sur les fonts baptismaux. À noter que la première séance de travail de cette commission s'est tenue avant-hier. Espérons que cette synergie gouvernementale débouchera sur le changement de paradigmes escompté. Et pour qu'enfin le "Temple du savoir" ainsi que les autres universités et grandes écoles soient définitivement débarrassées de leurs vieux démons. C'est du moins le souhait ardent du plus grand nombre. N'est-il pas grand temps que nos étudiants, dont nombreux ont des parents prolétaires ou complètement démunis, puissent bénéficier d'une formation respectant les quantums horaires édictés par les normes internationales?